



---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

## Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

**Le mercredi 19 novembre 2014 — N° 44**

*Neuf heures quarante-cinq*

**Président de l'Assemblée nationale :**  
**M. Jacques Chagnon**

---

**QUÉBEC**



## Partie 1

### AFFAIRES COURANTES

#### DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- La députée de Crémazie sur le sujet suivant : *Journée nationale de l'enfant.*
- Le député de Saint-Jean sur le sujet suivant : *Félicitations aux Géants du Cégep Saint-Jean-sur-Richelieu pour leur victoire au Bol d'Or.*
- Le député de Maskinongé sur le sujet suivant : *Hommage à Mme Pierrette Plante Roy.*
- La députée de Saint-Hyacinthe sur le sujet suivant : *Maria Labrecque-Duchesneau, la maison de répit pour familles agricoles.*
- Le député de Sainte-Rose sur le sujet suivant : *Association pulmonaire du Québec.*
- Le député de Rosemont sur le sujet suivant : *Semaine des centres jeunesse.*
- La députée de Charlevoix–Côte-de-Beaupré sur le sujet suivant : *Félicitations à Mme Catherine Dufour, championne nord-américaine et 10<sup>e</sup> au championnat du monde de kitesurf.*
- La députée de Bellechasse sur le sujet suivant : *Félicitations aux lauréates des prix Femmes d'influence.*
- La députée de Laporte sur le sujet suivant : *Hommage à sœur Gisèle Lalande à l'occasion de la remise de la Médaille de l'Assemblée nationale du Québec.*
- Le député de Verchères sur le sujet suivant : *Souligner le 20<sup>e</sup> anniversaire de la Fondation du Centre d'accueil de Contrecœur.*

#### DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

#### PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

**DÉPÔTS** a) documents  
b) rapports de commissions  
c) pétitions

**RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS**

**INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL**

**QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES**

**VOTES REPORTÉS**

**MOTIONS SANS PRÉAVIS**

**AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS**

**RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE**

Partie 2

**AFFAIRES DU JOUR**

**AFFAIRES PRIORITAIRES**

**DÉBATS D'URGENCE**

**DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS**

**AUTRES AFFAIRES**

**I. Projets de loi du gouvernement**

*Adoption du principe*

- 1) Projet de loi n° 10  
Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux notamment par l'abolition des agences régionales  
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le 25 septembre 2014  
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le **18 novembre 2014**
- 2) Projet de loi n° 16  
Loi modifiant la Loi sur les véhicules hors route et d'autres dispositions  
Présenté par le ministre des Transports le **4 novembre 2014**
- 3) Projet de loi n° 19  
Loi modifiant la Loi sur les coopératives et d'autres dispositions législatives  
Présenté par le ministre de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations le **12 novembre 2014**
- 4) Projet de loi n° 21  
Loi concernant principalement la mise en œuvre d'ententes en matière de travail entre le gouvernement du Québec et le Conseil Mohawk de Kahnawake  
Présenté par le ministre responsable des Affaires autochtones le **11 novembre 2014**

- 5) Projet de loi n° 22  
Loi donnant suite aux conclusions du Rapport du groupe spécial constitué en vertu de l'Accord sur le commerce intérieur concernant les articles 7.1 et 7.2 de la Loi sur les produits alimentaires  
Présenté par le ministre de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations le **12 novembre 2014**
- 6) Projet de loi n° 23  
Loi modifiant la Charte de la Ville de Montréal relativement à la composition du comité exécutif  
Présenté par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire le **12 novembre 2014**

*Étude détaillée en commission*

- 7) Projet de loi n° 3  
Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal  
Présenté par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire le 12 juin 2014  
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire (consultations) déposé le 16 septembre 2014  
Principe adopté le **1<sup>er</sup> octobre 2014**, et  
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 8) Projet de loi n° 11  
Loi sur la Société du Plan Nord  
Présenté par le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles et ministre responsable du Plan Nord le 30 septembre 2014  
Rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles (consultations) déposé le 29 octobre 2014  
Principe adopté le **5 novembre 2014**, et  
Renvoyé à la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles

- 9) **Projet de loi n° 15**  
Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères, des organismes et des réseaux du secteur public ainsi que des sociétés d'État  
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor le 9 octobre 2014  
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 5 novembre 2014  
Principe adopté le **6 novembre 2014**, et  
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 10) **Projet de loi n° 17**  
Loi modifiant la Loi sur le Barreau, la Loi sur le notariat et le Code des professions  
Présenté par la ministre de la Justice le 4 novembre 2014  
Principe adopté le 11 novembre 2014, et  
Renvoyé à la Commission des institutions  
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le **13 novembre 2014**

*Prise en considération de rapports de commissions*

*Adoption*

## **II. Projets de loi publics au nom des députés**

*Adoption du principe*

- 11) **Projet de loi n° 190**  
Loi modifiant le Code civil afin de protéger les droits des locataires âgés  
Présenté par la députée de Gouin le 27 mai 2014  
Reprise du débat ajourné le **5 juin 2014**
- 12) **Projet de loi n° 192**  
Loi modifiant la Loi concernant la lutte contre la corruption en matière de protection des dénonciateurs  
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **23 septembre 2014**

- 13)** Projet de loi n° 193  
Loi encadrant les transactions et le recyclage des métaux ferreux et non ferreux  
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **21 octobre 2014**
- 14)** Projet de loi n° 194  
Loi favorisant l'inclusion de logements sociaux ou abordables pour les nouveaux projets de construction  
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **2 octobre 2014**
- 15)** Projet de loi n° 195  
Loi modifiant la Loi sur les compétences municipales afin de permettre aux municipalités régionales de comté d'exécuter certains travaux sans délai  
Présenté par le député de Nicolet-Bécancour le **25 septembre 2014**
- 16)** Projet de loi n° 196  
Loi modifiant la Loi sur le Protecteur du citoyen  
Présenté par le député de Deux-Montagnes le **1<sup>er</sup> octobre 2014**

*Étude détaillée en commission*

*Prise en considération de rapports de commissions*

*Adoption*

### **III. Projets de loi d'intérêt privé**

*Consultation et étude détaillée en commission*

- 17)** Projet de loi n° 200  
Loi concernant la Municipalité de Lac-Simon  
Présenté par le député de Papineau le **11 juin 2014**, et  
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 18)** Projet de loi n° 201  
Loi concernant la Ville de Westmount  
Présenté par le député de D'Arcy-McGee le **12 novembre 2014**, et  
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

- 19)** Projet de loi n° 202  
Loi concernant la Régie intermunicipale de valorisation des matières organiques de Beauharnois-Salaberry et de Roussillon  
Présenté par le député de Huntingdon le **13 novembre 2014**, et  
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 20)** Projet de loi n° 203  
Loi concernant la vente d'un immeuble situé dans le site patrimonial de La Grave  
Présenté par le député des Îles-de-la-Madeleine **13 novembre 2014**, et  
Renvoyé à la Commission de la culture et de l'éducation
- 21)** Projet de loi n° 204  
Loi concernant la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel  
Présenté par la députée de Saint-Hyacinthe le **13 novembre 2014**, et  
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

*Adoption du principe*

*Adoption*

#### **IV. Motions du gouvernement**

- 22)** 22 octobre 2014  
Motion inscrite par le leader du gouvernement, en vertu de l'article 146 du Règlement :

QUE la Commission des institutions procède à des consultations particulières pour analyser les effets que peut avoir sur nos institutions démocratiques et sur l'indépendance et la liberté de presse, le fait pour un député ou un membre du Conseil exécutif de détenir directement ou indirectement la majorité des actions d'une entreprise médiatique ou d'être dans une position de contrôle au sein d'une telle entreprise;

QU'à cette fin, la Commission entend l'Association des journalistes indépendants du Québec, le Conseil de presse du Québec, la Fédération professionnelle des journalistes du Québec, monsieur Michel Nadeau, directeur général de l'Institut sur la gouvernance d'organisations privées et publiques, Me Henri Brun, professeur associé à la Faculté de droit de l'Université Laval, madame Dominique Payette, professeure au département d'information et de communication de l'Université Laval, monsieur Florian Sauvageau, président du conseil d'administration du Centre d'études sur les médias de l'Université Laval, ainsi que toutes les autres personnes et organismes qu'elle jugera nécessaire de convoquer;

QUE l'organisation du mandat soit confiée aux membres de la Commission;

QU'au terme de ces auditions et conformément aux dispositions réglementaires, les membres de la Commission puissent déterminer en séance de travail des observations, conclusions ou recommandations incluant, le cas échéant, les meilleurs moyens législatifs à prendre et que le rapport de la Commission soit déposé à l'Assemblée au plus tard le vendredi 28 novembre 2014 à moins que la Commission n'en décide autrement.

#### **V. Crédits budgétaires**

#### **VI. Débats statutaires**

### **AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION**

23) 18 novembre 2014

Motion du député de Rousseau :

QUE l'Assemblée nationale approuve la position du ministre de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations selon laquelle il faut maintenir les crédits d'impôt destinés aux sociétés de jeux vidéo, à l'aéronautique, aux technologies de l'information et aux entreprises culturelles.

Partie 3

**PROJETS DE LOI ADOPTÉS**

*(Projets de loi non sanctionnés)*

Projet de loi n° 12

Loi concernant la mise en œuvre de recommandations du comité de retraite de certains régimes de retraite du secteur public et modifiant diverses dispositions législatives

Adopté le **18 novembre 2014**

Partie 4

**TRAVAUX DES COMMISSIONS**

*Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée*

[COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE](#)

[COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE](#)

**Mandat réglementaire**

- Audition sur le chapitre 4 du rapport du Vérificateur général d'automne 2013 portant sur la gouvernance et la gestion des grands projets d'infrastructure de l'Agence métropolitaine de transport.
- Audition sur le chapitre 6 du rapport du Vérificateur général du printemps 2014 portant sur les médicaments et les services pharmaceutiques.
- Étude des rapports annuels sur l'application de la Loi sur l'administration publique.
- Audition sur le chapitre 2 du rapport du Vérificateur général du printemps 2014 portant sur la réalisation et l'exploitation d'aires de service.
- Audition sur le chapitre 4 du rapport du commissaire au développement durable du printemps 2014 portant sur la gestion et l'aide financière du Fonds vert.
- Audition portant sur la gestion administrative du ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles.

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES  
RESSOURCES NATURELLES

**Mandat de l'Assemblée**

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 11**, Loi sur la Société du Plan Nord (mandat confié le 5 novembre 2014).

**Mandat réglementaire**

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Audition de la Commission de protection du territoire agricole du Québec sur sa gestion administrative, ses activités et ses orientations.

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

**Mandat de l'Assemblée**

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 3**, Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (mandat confié le 1<sup>er</sup> octobre 2014).
- **Projet de loi n° 200**, Loi concernant la Municipalité de Lac-Simon (mandat confié le 11 juin 2014).

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 23**, Loi modifiant la Charte de la Ville de Montréal relativement à la composition du comité exécutif (mandat confié le 18 novembre 2014).

**Mandat conféré par une loi**

- Étude des rapports de mise en œuvre de la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale.

## COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

### **Mandat conféré par une loi**

- Audition des dirigeants des établissements d'enseignement de niveau universitaire.

## COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

## COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

### **Mandat de l'Assemblée**

#### Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 15**, Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères, des organismes et des réseaux du secteur public ainsi que des sociétés d'État (mandat confié le 6 novembre 2014).

## COMMISSION DES INSTITUTIONS

### **Mandat de l'Assemblée**

#### Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 17**, Loi modifiant la Loi sur le Barreau, la Loi sur le notariat et le Code des professions (mandat confié le 11 novembre 2014).

#### Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 21**, Loi concernant principalement la mise en œuvre d'ententes en matière de travail entre le gouvernement du Québec et le Conseil Mohawk de Kahnawake (mandat confié le 18 novembre 2014).

### **Mandat réglementaire**

- Audition du Directeur général des élections du Québec.

#### Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion du Comité consultatif du Fonds central de soutien à la réinsertion sociale.

- Examen des orientations, des activités et de la gestion des 18 Fonds de soutien à la réinsertion sociale des établissements de détention du Québec.
- Examen des orientations, des activités et de la gestion du Commissaire à la lutte contre la corruption.

### COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

#### **Mandat conféré par une loi**

- Examen des rapports sur les activités du Fonds de soutien aux proches aidants et sur celles de la Société de gestion L'Appui pour les exercices financiers terminés les 31 mars 2011, 2012 et 2013.
- Examen des rapports sur les activités du Fonds pour le développement des jeunes enfants et sur celles de la Société de gestion Avenir d'enfants pour les exercices financiers terminés les 31 mars 2011, 2012 et 2013.

#### **Mandat réglementaire**

##### Interpellation :

- De la députée de Repentigny à la ministre de la Famille sur le sujet suivant : *Le manque de vision du gouvernement libéral concernant l'avenir du réseau des services de garde* (avis donné le 13 novembre 2014).

### COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

#### **Mandat conféré par une loi**

- Étude des rapports annuels 2013-2014 des agences de la santé et des services sociaux suivantes : Abitibi-Témiscamingue, Bas-Saint-Laurent, Capitale-Nationale, Chaudière-Appalaches, Côte-Nord, Estrie, Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, Lanaudière, Laurentides, Laval, Mauricie et Centre-du-Québec, Montérégie, Montréal, Outaouais, Saguenay-Lac-Saint-Jean, et du Conseil Cri de la santé et des services sociaux de la Baie James et de la Régie régionale de la santé et des services sociaux Nunavik (déféré le 7 octobre 2014).
- Étude du rapport annuel de gestion 2013-2014 du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James (déféré le 9 octobre 2014).

## **Mandat réglementaire**

### Interpellation :

- De la députée de Taillon au ministre de la Santé et des Services sociaux sur le sujet suivant : *L'entente salariale conclue en 2011 entre l'actuel ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport et l'actuel ministre de la Santé et des Services sociaux concernant la rémunération des médecins spécialistes et ses impacts sur la situation budgétaire du Québec* (avis donné le 22 mai 2014).

### Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion des agences de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue, de la Côte-Nord, de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, du Saguenay-Lac-Saint-Jean et du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James.

## **COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT**

## **Mandat de l'Assemblée**

### Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 16**, Loi modifiant la Loi sur les véhicules hors route et d'autres dispositions (mandat confié le 11 novembre 2014).

## **Mandat conféré par une loi**

- Étude du rapport de la Société de l'assurance automobile du Québec sur l'encadrement de la publicité automobile.
- Étude du rapport d'évaluation 2013 – Cinémomètres photographiques et systèmes photographiques de contrôle de circulation aux feux rouges.

## **Mandat réglementaire**

### Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Audition de la Société de l'assurance automobile du Québec sur sa gestion administrative, ses activités et ses orientations.

Partie 5

**QUESTIONS ÉCRITES**

*Les [questions déjà inscrites](#) paraissent  
au Feuilleton du mercredi*

- 18) Mme Maltais (Taschereau) – **2 octobre 2014**  
Au ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport

Le 8 juillet 2014, lors d'une conférence de presse, le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport a affirmé que lorsqu'il avait décidé de retourner à la pratique médicale en septembre 2012, alors qu'il était député de l'opposition officielle, il avait demandé un avis au Commissaire à l'éthique et à la déontologie quant à cette situation.

Est-ce que le ministre s'engage à déposer en Chambre la demande d'avis au Commissaire à l'éthique et à la déontologie?

Est-ce que le ministre s'engage à déposer en Chambre la réponse du Commissaire à l'éthique et à la déontologie à cette demande d'avis?

Est-ce que le ministre s'engage à déposer l'ensemble de la correspondance qu'il a entretenue avec le Commissaire à l'éthique et à la déontologie en regard à cette situation?

- 20) M. Lisée (Rosemont) – **8 octobre 2014**  
Au ministre de la Santé et des Services sociaux

En suivi des propos tenus par le ministre en réaction à la décision de l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal de mettre fin au versement de l'allocation de fréquentation aux usagers ayant une déficience intellectuelle par les CRDITED, qu'il a qualifiée d'«inacceptable» :

- Nous souhaitons obtenir une copie de la directive ministérielle demandant le maintien de l'allocation de 4,36\$ aux personnes visées par ce programme pour la région de Montréal, ainsi que pour toutes les autres régions le cas échéant.

- 23) M. Martel (Nicolet-Bécancour) – **21 octobre 2014**  
Au ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte aux changements climatiques

Le 25 septembre 2014, le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) a rendu public son rapport d'enquête et d'audience publique sur le Projet d'exploitation du gisement de nickel Dumont à Launay par Royal Nickel Corporation. Dans ce rapport, le BAPE explique qu'« Au terme de son analyse, la commission d'enquête est d'avis que le projet minier Dumont est acceptable, à condition de mettre en œuvre les mesures appropriées à l'égard des eaux souterraines et de surface, du climat sonore et de l'air ». (p. 104)

En plus de conclure que ledit projet est inacceptable dans sa forme proposée, le BAPE note qu'« En plus d'être à contre-courant de la position du MDDELCC, l'orientation du promoteur est contraire aux recommandations que font d'autres provinces canadiennes. » (p. 56)

Face à ce constat, le ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques s'engage-t-il à suivre toutes les recommandations du BAPE, mais aussi de prendre en considération les préoccupations de la Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue, afin de s'assurer que le projet proposé par Royal Nickel Corporation soit acceptable sur les plans social et environnemental?

- 24) M. Surprenant (Groulx) – **4 novembre 2014**  
Au ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Nous apprenions le mois dernier que le nombre de « vraies » fraudes à l'aide sociale a oscillé entre 16 000 et 20 000 cas entre 2009-2010 et 2013-2014, sans augmentation ou diminution constante. Par contre, les montants en cause ont augmenté de façon constante pour ces mêmes années, passant de 68,6 millions \$ à 86,4 millions \$.

Or, depuis 2009, le nombre moyen d'enquêteurs au ministère est passé de 162 à 134. Le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale a promis en juin dernier d'en ajouter 10, à coût nul.

Combien des 10 nouveaux employés promis par le ministre ont-ils été embauchés à ce jour et quel est le bilan de leur travail et de l'équipe en place pour récupérer l'argent versé aux fraudeurs? Quelles autres mesures le ministre a-t-il mises en place ou a-t-il prévues afin de récupérer cet argent?

- 25) M. Lisée (Rosemont) – **11 novembre 2014**  
À la ministre déléguée à la Réadaptation, à la Protection de la jeunesse et à la Santé publique

Malgré qu'il ait soutenu et voté en faveur d'une motion demandant le rehaussement du financement des organismes communautaires le 14 mai 2013, le gouvernement refuse toujours de poser des gestes cohérents avec ses prises de position. La motion se lit comme suit :

« Que l'Assemblée nationale demande au gouvernement de rehausser le financement des organismes d'action communautaire autonome en santé et services sociaux;

Que l'Assemblée nationale souligne l'apport des organismes d'action communautaire autonome au développement social et économique du Québec. »

- Nous souhaitons obtenir les sommes versées à chacun des organismes communautaires œuvrant auprès des personnes handicapées, des personnes ayant une déficience intellectuelle ou physique ou ayant un trouble du spectre de l'autisme par l'Agence de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine en 2014-2015, ainsi que le seuil plancher établi par l'Agence pour chacun de ces organismes.
- Nous souhaitons savoir les raisons qui expliquent l'écart entre les seuils planchers et les sommes versées aux organismes.
- Nous souhaitons savoir les démarches qui ont été mises en œuvre à l'Agence depuis le début de l'année pour venir en aide à ces organismes et pour atténuer les impacts de leur sous-financement.
- Concernant le cas de l'Association des personnes handicapées des Îles-de-la-Madeleine (APHI), qui est le seul organisme à offrir des services aux personnes ayant une déficience physique, une déficience intellectuelle ou un trouble du spectre de l'autisme aux Îles, comment expliquer qu'elle est toujours sous-financée à l'heure actuelle, mettant en péril sa mission et sa capacité d'offrir des services douze mois par année?
- La ministre s'engage-t-elle à rencontrer l'APHI afin de constater l'ampleur des conséquences de son inaction en matière de financement du milieu communautaire et de les aider à trouver des solutions pour que les services offerts aux personnes handicapées soient maintenus douze mois par année?

Partie 6  
**PRÉAVIS**

**I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS**

**Projets de loi du gouvernement**

**Projets de loi publics au nom des députés**

**Projets de loi d'intérêt privé**

**II. NOUVEAUX PRÉAVIS**